



L'AVENIR DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE MÉRITE UN DÉBAT POLITIQUE ET DÉMOCRATIQUE

Depuis plusieurs semaines, à l'appel des fédérations FNME-CGT, CFE- CGC Énergies, FO Énergie et Mines et FCE-CFDT, le personnel des Industries Électriques et Gazières se mobilise pour faire entendre sa voix contre les projets du gouvernement et des entreprises historiques EDF et ENGIE, projets qui vont à l'encontre de l'intérêt général.

Cinq ans après la signature de l'accord de Paris, l'ONU appelle le monde à déclarer l'urgence climatique. Dans un même temps, la souveraineté énergétique et la sûreté d'approvisionnement redeviennent des questions prioritaires et d'actualité. Alors que la crise sanitaire a démontré la nécessité de disposer de services publics forts et résilients et que l'urgence du pays est à la relance économique, les fédérations syndicales FNME-CGT, CFE- CGC Énergies, FO Énergie et Mines et FCE-CFDT réaffirment haut et fort l'atout indéniable des Industries Électriques et Gazières pour la Nation. Elles constituent donc une des réponses aux défis auxquels la France est aujourd'hui confrontée.

Pourtant, le secteur énergétique est en danger !

Qu'il s'agisse d'EDF menacée dans son modèle de groupe intégré par le projet Hercule ; qu'il s'agisse des entreprises d'ENGIE de la filière gaz que la nouvelle réglementation environnementale RE2020 risque de condamner à terme ou encore de la SHEM menacée par la mise en concurrence de ses concessions, la destruction du service public de l'énergie s'accélère.

Aujourd'hui, des discussions s'organisent et des décisions se prennent dans la plus grande opacité, privant la représentation nationale du débat parlementaire pourtant indispensable alors qu'il s'agit d'un domaine stratégique et d'un enjeu de société pour l'avenir de la Nation. Il se dit même que l'avenir du groupe EDF pourrait se jouer par voie d'ordonnance !

Voilà une drôle conception de la démocratie.

Pour l'ensemble de ces raisons, les fédérations syndicales FNME-CGT, CFE- CGC Energies, FO Energie et Mines et FCE-CFDT invitent les élus politiques et les citoyens à soutenir les agents des IEG pour dire non aux projets destructeurs du service public de l'énergie et appellent à une nouvelle journée de mobilisation et d'initiatives d'actions **le 17 décembre 2020**.

Paris, le 16 décembre 2020